



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n° DGFIP-DRS-2500031 du 10/09/2025

Assistance à l'intégration de l'exploitabilité de la DGFIP

ARTICLE I. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	4
I.1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
I.2 PROCÉDURE DE PASSATION.....	4
I.3 DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ.....	4
I.4 FORME DU MARCHÉ.....	5
I.5 DURÉE DU MARCHÉ.....	5
I.6 MONTANTS DU MARCHÉ.....	5
I.7 ÉVOLUTION DES PRIX.....	5
I.7.1 Prix fermes et actualisables.....	5
I.7.2 Dégressivité tarifaire pour volumétrie.....	5
I.8 LIEUX D'EXÉCUTION.....	6
ARTICLE II. CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	6
II.1 PUBLIC VISÉS.....	6
II.2 OBJECTIF D'INSERTION.....	6
II.3 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'INSERTION.....	7
II.4 DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES.....	7
II.5 MODALITÉS DE CONTRÔLE DE L'ACTION D'INSERTION.....	8
ARTICLE III. EXÉCUTION D'UNE COMMANDE.....	9
III.1 CONTENU DES BONS DE COMMANDE.....	9
III.2 GESTION D'UN BON DE COMMANDE.....	9
III.3 MODIFICATIONS À LA DEMANDE DE LA PERSONNE PUBLIQUE OU DU TITULAIRE.....	10
III.4 DÉLAI D'EXÉCUTION.....	10
III.5 ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS D'UN BON DE COMMANDE.....	10
ARTICLE IV. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION.....	11
IV.1 GÉNÉRALITÉS.....	11
IV.2 LIEU DE RÉCEPTION.....	11
IV.3 QUALITÉ DES LIVRAISONS DOCUMENTAIRES.....	11
ARTICLE V. PÉNALITÉS.....	12
V.1 PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	12
V.2 PÉNALITÉS POUR DÉFAUT D'AGRÈMENT DES PROFILS PROPOSÉS.....	12
V.3 PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	12
V.4 PLAFONNEMENT ET IMPUTATION DES PÉNALITÉS.....	12
ARTICLE VI. EXÉCUTION FINANCIÈRE DU MARCHÉ.....	12
VI.1 FACTURATION — LIQUIDATION DES PAIEMENTS — ÉCHÉANCIER DES ACOMPTES.....	12
VI.2 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT DU TITULAIRE.....	13
VI.3 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT.....	13
VI.4 INTÉRÊTS MORATOIRES.....	14
VI.5 AVANCE.....	14
VI.6 ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES.....	14
VI.7 DÉMATÉRIALISATION DES BONS DE COMMANDE ET PV DE RÉCEPTION.....	15
VI.8 GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE OU CAUTION.....	15
VI.9 CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	15
ARTICLE VII. LIMITATION DE RESPONSABILITÉ.....	16
ARTICLE VIII. STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	16
- Protection de la main d'œuvre.....	16
- Liens juridiques.....	16
ARTICLE IX. CONFIDENTIALITÉ.....	16

ARTICLE X. UTILISATION DES RÉSULTATS.....	17
X.1 DROITS CÉDÉS À LA PERSONNE PUBLIQUE.....	17
X.2 DROITS CONCÉDÉS PAR LA PERSONNE PUBLIQUE.....	18
X.3 CONNAISSANCES ANTÉRIEURES.....	18
ARTICLE XI. DROIT – LANGUE – MONNAIE.....	18
ARTICLE XII. MODIFICATION DU CONTRAT.....	20
ARTICLE XIII. RÉSILIATION.....	20
ARTICLE XIV. SOUS-TRAITANCE.....	20
ARTICLE XV. SANCTION EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	20
ARTICLE XVI. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL.....	21
ARTICLE XVII. CLAUSE D'ÉGALITÉ DE RÉMUNÉRATION ENTRE FEMMES ET HOMMES.....	21
ARTICLE XVIII. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	22
> Dématérialisation des livrables.....	22
> Déplacement.....	22
> Émission de gaz à effet de serre (BEGES).....	22
ARTICLE XIX. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	22
XIX.1 GÉNÉRALITÉS.....	22
XIX.2 CLAUSE RGPD - CONTRÔLE ET SUIVI DE L'ACTION D'INSERTION.....	22
ARTICLE XX. DÉROGATION.....	24

Article I. Caractéristiques du marché

I.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'assistance à l'intégration de l'exploitabilité (INTEX) dans l'environnement de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

Les prestations sont commandées sur la base d'unités d'œuvre et donnent lieu à la remise de livrables intermédiaires et/ou finaux.

Le contenu et les modalités d'exécution des prestations sont décrits en détail dans le CCTP.

Le marché se découpe en huit (8) phases :

- mission 1 : organisation et pilotage de la mission d'INTEX ;
- mission 2 : outils dédiés à l'INTEX ;
- mission 3 : gestion des données d'INTEX ;
- mission 4 : tests de performance ;
- mission 5 : préparation des plates-formes et des infrastructures d'INTEX ;
- mission 6 : élaboration des plans de tests d'INTEX et pilotage des campagnes d'INTEX ;
- mission 7 : exécution des plans de tests d'INTEX et préparation des livraisons en production ;
- mission 8 : prestations transverses de transferts de compétences.

I.2 Procédure de passation

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2161-2 à 5 du code de la commande publique (CCP).

I.3 Documents constituant le Marché

Les documents contractuels le constituant sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) signé électroniquement par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° DGFIP-DRS-2500031 du 10/09/2025, et annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° DGFIP-DRS-2500031 du 10/09/2025 et annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 ;
- l'offre du titulaire.

En cas de contradiction entre ces différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre d'énumération ci-dessus.

Annexes à l'acte d'engagement du marché (ATTRI1) :

Annexes financières : DGFIP-DRS-2500031-AF.ods

Annexes administratives (AA) au présent CCAP :

- deux annexes administratives liées à la protection des données à caractère personnel :
«DGFIP-DRS-2500031-RGPD.clauses.odt »,
«DGFIP-DRS-2500031-RGPD.carthographie.ods ».

I.4 Forme du marché

Le présent marché, qui n'est pas alloti, est un accord-cadre à bons de commande au sens des articles L2125-1-1° et R2162-1 à R2162-6 du CCP.

I.5 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une période de quarante-huit (48) mois à compter de sa date de prise d'effet, qui est le 21/04/2026 ou sa date de notification si celle-ci est postérieure.

I.6 Montants du marché

Le marché ne comporte pas de montant minimum.
Le montant maximum est fixé à 60 000 000 € HT.

I.7 Évolution des prix

I.7.1 Prix fermes et actualisables

Le prix des unités d'œuvre est mentionné par le titulaire dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Ces prix intègrent les frais éventuels de transport, repas et nuitée.

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

Ils sont actualisables dans les conditions prévues aux articles R2112-10 et R2112-11 du CCP par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,40 + 0,60 (\text{CPF } 62.02 / \text{CPF } 62.02_o))$$

dans laquelle :

P = prix actualisé hors TVA ;
Po = prix de l'offre ;

INSEE CPF 62.02o = Indice correspondant au trimestre du mois de dépôt de l'offre par le titulaire ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au trimestre précédent (y compris indice non définitif)

INSEE CPF 62.02 = indice correspondant au trimestre du troisième mois précédant la date de prise d'effet du marché ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au dernier indice publié (y compris indice non définitif)

Précisions sur l'indice INSEE CPF 62.02 (Série-Identifiant : 010766573) :

indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Services de conseil en informatique .

Le coefficient d'actualisation final est arrondi au millième supérieur.

Les calculs intermédiaires seront effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

I.7.2 Dégressivité tarifaire pour volumétrie

Pendant toute la durée du marché, pour chaque bon de commande notifié par l'Administration, une dégressivité pour volumétrie s'applique sur la valeur du bon de commande.

Le taux de remise pour volumétrie dépend de la valeur de la tranche de prix concernée (8 tranches prévues au marché), laquelle correspond au cumul des bons de commande précédemment notifiés, additionné de la valeur du bon de commande en cours de notification.

En cas de dépassement d'une tranche de prix, le titulaire informera dans les plus brefs délais le représentant du pouvoir adjudicateur afin d'appliquer le taux de remise correspondant sur les bons de commande en cours de notification et les bons de commande suivants à notifier.

I.8 Lieux d'exécution

Les précisions sur le lieu d'exécution des prestations figurent au cctp relatif au présent marché.

Article II. Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au lot Unique du présent marché

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

II.1 Public visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de Contrat d'engagement Jeunes (CEJ) ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C) ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- les personnes placées sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

II.2 Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures à réaliser sur la durée d'exécution de l'accord-cadre	10 800 (Dix mille huit cent)
Nombre d'heures d'insertion à réaliser par année d'exécution	2 700 (Deux mille sept cent)

II.3 Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA). _

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée.

II.4 Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC)
Mme Seynabou LO
Chargée de projet Clauses Sociales et Relations Entreprises
seynabou.lo@epec.paris pole-clauses@epec.paris 06 30 95 40 68

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- d'informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- d'accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- d'organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- d'informer et orienter l'entreprise en direction des Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- de suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

II.5 Modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris

Copie à Seynabou.lo@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article V.3 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion.

Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Article III.Exécution d'une commande

III.1 Contenu des bons de commande

La personne publique engage l'exécution des prestations par émission d'un bon de commande à destination du titulaire.

Au fur et à mesure de ses besoins, la personne publique adresse au titulaire des bons de commande comportant les indications suivantes :

- un numéro et une date ;
- la référence CHORUS du présent marché ;
- l'objet de la prestation commandée ;
- pour chaque UO : désignation de l'UO, quantité, profils associés (CV-type), date de démarrage ;
- les résultats attendus ;
- la date de début de la prestation, le calendrier de livraison et le délai d'exécution ;
- le lieu d'exécution de la ou des prestations ;
- le prix unitaire de chaque unité d'œuvre commandée ;
- le montant d'une remise éventuelle (productivité, volumétrie) ;
- le sous-total hors taxes par unité d'œuvre ;
- le total hors taxes et toutes taxes comprises du bon de commande.

Le montant de la commande, fixé par la personne publique, résulte de l'application des prix des unités d'œuvre retenus en annexe financière.

Les prestations n'induisent ni l'acquisition ni le support de licences logicielles par l'Administration.

Le coût de des déplacements est inclus dans le prix des UO figurant en annexes financières.

Le prix et la charge de l'ensemble des unités d'œuvre intègrent le pilotage des travaux.

III.2 Gestion d'un bon de commande

> Les bons de commande sont émis pendant la durée de validité du marché.

Dans tous les cas, leur exécution devra être achevée au plus tard 12 mois après la date de fin de validité du marché.

Chaque UO, sauf l'UO Clause de réversibilité sur 3 mois (TCRV), comporte une durée minimale de réalisation (DMN).

Il s'agit de la durée minimale pendant laquelle le profil affecté aux prestations devra rester mobilisé en permanence. Elle est exprimée en jours ouvrés et court à compter du début de la réalisation des prestations.

En conséquence, le candidat devra proposer dans son offre pour chaque UO une charge totale au moins égale à cette durée minimale de réalisation.

Toute offre qui ne respecterait pas cette exigence sera considérée comme irrégulière.

Le délai maximal d'exécution (DMX) d'une commande correspond à 1,5 fois la durée minimale de réalisation (DMN). Ce DMX court à compter du début d'exécution de la prestation.

Le titulaire s'engagera à mettre en place et prendre à sa charge les liaisons informatiques nécessaires à la réalisation de l'uo commandée, en respectant les consignes et les normes de sécurité de la DGFIP.

> Le délai de présentation et validation (DPV) est au maximum d'un mois à compter de la notification du bon de commande.

Les travaux débutent au plus tôt le lendemain de la validation des ressources par la DGFIP.

> Des déplacements peuvent également être demandés en France métropolitaine dans le cadre de journées de présentation ou de formation.

Libellé	échéance
1° Notification de la commande à la date D	D
2° Délai maximal de présentation et validation (DPV)	30 jours calendaires à compter de D
3° Démarrage de l'exécution de la prestation	Au plus tôt le lendemain de la validation des intervenants par la DGFIP ; au plus tard, à la fin du DPV

> Lorsque réalisée dans les locaux de l'administration, une prestation s'exécute pendant les heures ouvrées propres à ce lieu, dans le respect de la législation relative à la durée du travail.

III.3 Modifications à la demande de la personne publique ou du titulaire

Lorsque la personne publique décide de modifications relatives aux prestations ou accepte des modifications proposées par le titulaire, elle les notifie au titulaire qui dispose d'un délai de huit (8) jours ouvrés pour formuler ses observations. Passé ce délai, la modification est réputée acceptée.

La personne publique rédige, le cas échéant, un bon de commande rectificatif qui annule et remplace le précédent.

III.4 Délai d'exécution

> Le titulaire peut solliciter par écrit (notamment courriel) une prolongation du délai d'exécution.

L'accord écrit du pouvoir adjudicateur (notamment par courriel) permet au titulaire d'être exonéré de l'application des pénalités de retard pour la période correspondant au report de délai.

Cette prolongation peut être justifiée par :

- un changement du montant des prestations ou une modification de l'importance de certaines d'entre elles ;
- une rencontre de difficultés imprévues au cours de l'exécution des prestations ;
- un ajournement des prestations décidé par la personne publique ou un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires mises à sa charge.

L'importance de la prolongation est décidée par la personne publique.

Dans le cas d'intempéries, au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le lieu des prestations, les délais d'exécution sont prolongés. Cette prolongation est notifiée par la DGFIP par ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de jour réellement constaté au cours desquels le travail a été arrêté du fait des intempéries.

III.5 Arrêt de l'exécution des prestations d'un bon de commande

La personne publique se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations ayant donné lieu à un bon de commande, à tout moment, sans avoir à motiver sa décision.

Elle notifie alors sa décision au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission, et selon un préavis de deux (2) semaines.

Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et ne vaut pas résiliation du marché.

Seules les prestations effectivement accomplies ouvriront droit à règlement, selon les modalités décrites ci-dessous.

Le décompte de liquidation comprendra

- au débit du titulaire :
 - le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif ou de solde ;
 - le montant des pénalités ;
- au crédit du titulaire :
 - la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
 - la valeur des prestations fournies éventuellement si la personne publique exige du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution.

Article IV. Opérations de vérification

IV.1 Généralités

L'exécution d'une commande donne lieu à une présentation des résultats, des livrables attendus, avec un support de présentation produit par le titulaire.

Les livrables, objet du présent marché, sont soumis à des vérifications destinées à apprécier le respect des stipulations contractuelles.

Par dérogation aux articles 31 à 34 du CCAG-TIC, la vérification des prestations est prononcée conformément aux dispositions ci-après.

Les opérations de vérification ont lieu au niveau de la commande (et non au niveau d'une uo, d'une combinaison d'uo, d'un livrable intermédiaire).

- > Le délai maximal de Vérification de 60 jours calendaires (DV60) démarre
- au plus tôt à l'échéance initialement retenue dans la commande notifiée,
 - à la date de notification à la personne publique d'une mise en ordre de marche ultérieure (MOM) par le titulaire en cas de dépassement de la durée minimale de réalisation (DMN),
 - au plus tard, à l'échéance du délai maximal d'exécution (DMX).

Pendant ce délai (DV60), l'administration prend une des décisions prévues par les articles 34 du CCAG-TIC en vigueur (admission, ajournement, réfaction et rejet).

- > Par exception à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC en vigueur, une **décision d'ajournement** invite le titulaire à présenter toute mise au point dans un délai maximal de quinze jours calendaires « délai DMAP ».

La présentation de la « prestation mise au point » dans le délai imparti, qui constate un retard sur le délai d'exécution initial, suit des conditions de vérification similaires une livraison initiale. La personne publique dispose à nouveau du même délai maximal de vérification DV60 pour prendre une des décisions sus-évoquées à compter de la nouvelle présentation ou de l'échéance du DMAP en l'absence de livraison mise au point (acceptation, ajournement, rejet ou réfaction).

- > L'absence de décision pendant le délai « V60 » ne vaut ni rejet tacite ni acceptation tacite. A défaut de décision expresse, le titulaire peut mettre en demeure la personne publique de se prononcer dans un délai de 15 jours calendaires. Au terme de ce dernier délai, l'administration prend l'une des décisions prévues par l'article 34 du CCAG-TIC en vigueur. L'absence de décision vaut **acceptation tacite**.

IV.2 Lieu de réception

La réception des travaux et des livrables a lieu physiquement dans les locaux de la personne publique notamment ceux du bureau de l'intégration (BINT) pour lequel la prestation a été effectuée, en présence a minima du prestataire concerné.

IV.3 Qualité des livraisons documentaires

Une commande d'uo s'apprécie sur la forme et le fond, notamment :

- Exigences de forme :
 - respect des modèles de documentation donnés ou approuvés par l'Administration,
 - rédaction respectant la grammaire et l'orthographe françaises.
- Exigences de fond :
 - couverture de l'ensemble des points et spécifications à traiter, par rapport à l'expression des besoins de l'Administration et de l'état de l'art.

Article V.Pénalités

V.1 Pénalités pour retard d'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, lorsque les délais contractuels ne sont pas respectés du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 500$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de règlement de la ou des prestation(s) concernée(s) ou de l'ensemble des prestations du bon de commande si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble des prestations du bon de commande inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

V.2 Pénalités pour défaut d'agrément des profils proposés

Lorsque pour un bon de commande, les intervenants présentés par le titulaire ne sont pas agréés par la DGFIP dans les conditions prévues au CCTP, le titulaire encourt dès le 3ème manquement une pénalité de 10 % du montant du bon de commande concerné.

V.3 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 120 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

V.4 Plafonnement et imputation des pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, le montant cumulé de l'ensemble des pénalités exigibles par la personne publique est plafonné à 20 % du montant hors taxes cumulé des bons de commandes notifiés au titulaire au moment du fait générateur.

Au-delà de cette limite, la personne publique se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront réglées par imputation sur les paiements à effectuer. Si l'imputation n'est pas possible, un titre de perception sera émis.

Article VI.Exécution financière du marché

VI.1 Facturation – liquidation des paiements - échéancier des acomptes

La facturation des UO commandées est effectuée dans les conditions ci-dessous.

- > Si le délai d'exécution des prestations commandées est inférieur ou égal à trois (3) mois : la prestation est facturée à l'échéance contractuellement prévue dans la commande, à réception du « PV de Service Fait » correspondant, pour le montant considéré.
- > Si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à trois (3) mois et inférieur ou égal à six (6) mois, la prestation est facturée sous forme d'acompte :
 - 50% à la fin du troisième mois d'exécution de la commande;
 - à la fin d'exécution de la commande pour le solde.
- > Si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à six mois et inférieur ou égal à 9 mois, la prestation est facturée sous forme d'acompte de :
 - 30% à trois mois d'exécution de la commande ;
 - 30% à six mois d'exécution de la commande ;
 - à la fin d'exécution de la commande pour le solde.

La date de fin d'exécution d'une commande s'apprécie au regard des exigences considérées à l'Article III. du présent CCAP.

Modalités de règlement :

Les paiements seront effectués, par virement avec mandatement, selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG-TIC. La personne publique se libère des sommes dues en exécution des marchés en domiciliant ses paiements au crédit du compte indiqué dans l'acte d'engagement.

VI.2 Délai global de paiement du titulaire

Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours, conformément à l'article R2192-10 du CCP.

Le point de départ du délai global de paiement du titulaire correspond :

- soit à la date de réception de la facture ; afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique ;
- soit à la date du procès verbal de versement d'acompte ou de réception correspondant si celui-ci est postérieur à la date de réception de la facture.

Pour toute avance versée en application de l'article R2191-3 du CCP, le délai de paiement court :

- soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;
- soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R2191-20 du CCP, le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

Pour toute indemnité de résiliation versée au titulaire, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle le montant de l'indemnité est arrêté.

VI.3 Délai global de paiement du sous-traitant

Le paiement du sous-traitant, bénéficiant du paiement direct en application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours.

Le point de départ du délai global de paiement du sous-traitant correspond :

- soit à la date de réception par la personne publique de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé ;
- soit à la date d'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné l'article R2193-12 du CCP, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus à la personne publique.

Pour toute avance versée en application R2191-3 du CCP, le délai de paiement court :

- soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;
- soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R2191-20 du CCP, le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

VI.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai global de trente (30) jours des sommes dues en principal emporte, de plein droit et sans autre formalité, versement d'intérêts moratoires et versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au profit :

- du titulaire du marché ;
- du sous-traitant du marché soumis au régime du paiement direct en vertu de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Lorsqu'ils sont appliqués aux acomptes ou au solde, les intérêts moratoires sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Les intérêts moratoires sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés au présent article sur la base provisoire des sommes admises par le pouvoir adjudicateur. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au titulaire, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros. Le paiement de cette indemnité intervient dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

VI.5 Avance

Conformément aux articles R2191-3 et suivants du CCP, une avance est versée au titulaire sauf refus de sa part.

Son montant est fixé, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, à 5 % du montant du bon de commande.

Dans le cas où le titulaire ou l'un de ses sous-traitants admis au paiement direct serait une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du CCP.

VI.6 Établissement et transmission des factures

Conformément à l'article 3 de l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs depuis le 1er janvier 2020.

Elles seront transmises selon l'une des méthodes listées à l'article 19 du présent document.

> Le titulaire veillera à ce qu'y soient clairement mentionnés :

- le numéro d'engagement juridique : n° de bon de commande Chorus, ou n° de marché (n° court) s'il n'y a pas de bon de commande ;

- le code du Service Exécutant des demandes de paiement (SE : Centre de gestion financière CGF – Contrôleur Budgétaire et Comptable Ministériel CBCM FINANCES.

Ce code est précisé dans les bons de commande.

Pour la DGFIP-DRS, le code est **FAC9470075**.

> Les factures afférentes au paiement devront également comporter les indications suivantes :

- la date d'établissement de la facture ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement ;
- le numéro Chorus et la date du marché ;
- le numéro Chorus et la date du bon de commande ;
- le numéro du « PV de Service Fait » ;
- les prestations exécutées ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le (ou les) taux de remise appliqué(s) le cas échéant ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le prix total hors taxe ;
- le prix total toutes taxes comprises.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture qui pourra entraîner son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au Service Facturier (SFACT) mentionné supra. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme.

Pour l'envoi de ses factures sous forme dématérialisée, le titulaire pourra utiliser :

- soit le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) qui permet une saisie des factures en ligne ou un dépôt au format pdf (cf. conditions d'utilisation sur le site) ;
- soit la procédure d'échange de données informatisées (EDI). Pour la mise en œuvre de cette procédure, le titulaire doit contacter l'AIFE.

Préalables techniques et réglementaires :

pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques «aide» ou «en savoir plus».

VI.7 Dématérialisation des bons de commande et pv de réception

Les bons de commandes et les procès-verbaux de réception sont transmis au titulaire sous forme dématérialisée.

Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne à laquelle ces documents seront transmis.

VI.8 Garantie à première demande ou caution

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle ou solidaire.

VI.9 Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet de nantissement ou cession de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-63 du CCP.

Le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés aux articles R 2191-60 et R 2191-61 du CCP est désigné dans l'acte d'engagement.

Article VII.Limitation de responsabilité

Les parties ne seront en aucun cas responsables des dommages indirects. Par dommages indirects, les parties conviennent d'entendre les pertes de bénéfices ou chiffre d'affaires, la perte de données, la perte d'exploitation et l'atteinte à l'image encourus par l'autre partie ou un tiers. Il appartient à la personne publique de prendre toutes les précautions nécessaires à la sécurité et à la conservation des fichiers, données et supports d'information qu'elle utilise.

Le titulaire du marché est responsable des seuls préjudices directs causés par un manquement à ses obligations contractuelles.

Sauf dispositions contraires de la loi, le montant que le titulaire pourra verser suite à l'engagement de sa responsabilité contractuelle pour quelque cause et à quelque titre que ce soit, est limité, tous dommages confondus, à 20 % du montant maximum de marché.

Article VIII.Statut du personnel du titulaire

- Protection de la main d'œuvre

Cet article concerne le personnel du titulaire et de manière générale tout intervenant agissant pour le compte du titulaire (sous-traitant).

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions de l'article 6 du CCAG-TIC (protection de la main d'œuvre et conditions de travail). Il devra être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en produisant tous les documents qu'il jugera utiles. La portée de ces documents sera laissée à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

- Liens juridiques

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) demeurent, à tous les égards, les salariés du titulaire ou du sous-traitant (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements,...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire (ou du sous-traitant) pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire (ou le sous-traitant).

Article IX.Confidentialité

> Le titulaire s'engage à rappeler à tout intervenant pour son compte et à faire rappeler par toute entreprise sous-traitante à ses salariés qu'ils sont tenus au secret professionnel à l'égard des tiers pour tout ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions et qu'ils sont tenus par la même obligation vis-à-vis de tout document ou information dont ils auront eu connaissance chez les clients de leur employeur.

Cette obligation a un caractère absolu et n'a pas vocation à être limitée dans le temps et dans l'espace.

Le titulaire ou sous-traitant(s) fait (font) signer à leurs préposés une attestation relative à la prise de connaissance de l'obligation de confidentialité spécifique au marché (cf. annexe administrative au CCAP «Engagement individuel de confidentialité».

> Le titulaire est tenu aux obligations de confidentialité prévues à l'article 5 du CCAG-TIC pour ce qui a trait aux renseignements et documents dont il aura eu connaissance au cours de ses travaux ou du fait de sa présence dans les locaux de l'administration.

Le titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer cette obligation de confidentialité sur les informations qui lui seront communiquées dans le cadre de sa prestation ainsi que sur celles dont ses personnels auront pu ou pourront avoir connaissance à l'occasion de leurs travaux.

Il veillera également à faire respecter ses obligations par ses sous-traitants et le personnel de ces derniers.

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après la fin de l'exécution du marché pour une durée maximale de deux ans. Cette durée pourra toutefois être prolongée, d'un commun accord entre les parties, pour certaines informations dont la nature le justifie et devront être communiquées par écrit par la personne publique en mentionnant la durée spécifique des obligations de confidentialité associées sur chaque bon de commande ou un document spécial.

L'administration se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire sans indemnité en cas de non-respect des obligations de confidentialité par les préposés du titulaire, ou les personnes qui interviendront pour son compte, dans les conditions prévues ci-dessus.

Article X.Utilisation des résultats

X.1 Droits cédés à la personne publique

Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG-TIC, la cession de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur les résultats du marché (tels que définis à l'article 43.1 du CCAG-TIC), en particulier les droits patrimoniaux des droits d'auteur et des droits voisins, est consentie à la personne publique à titre exclusif pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

Les droits cédés comprennent notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, sans limitation de nombre, en tout ou en partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, plastique, numérique, magnétique, électronique ou informatique, par téléchargement, vidéogramme, CD-Rom, CD-I, DVD, disque, disquette, réseau ;
- le droit de représenter ou de faire représenter les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, par tout moyen de diffusion et de communication actuel ou futur, connu ou inconnu, notamment par tout réseau de télécommunication en ligne, tel que internet, intranet, réseau de télévision numérique, transmission par voie hertzienne, par satellite, par câble, wap, système télématique interactif, par téléchargement, télétransmission, réseaux de téléphonie avec ou sans fil ;
- le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, les résultats, le droit de corriger les logiciels, de les faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de les maintenir, de les décompiler, de les mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, utiliser les algorithmes à toutes fins, les transcrire en tout ou en partie, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des

œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support papier ou magnétique ou optique et notamment internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;

- le droit de traduire ou de faire traduire les résultats, en tout ou en partie, en toute langue et, pour les logiciels, en tout langage de programmation, et de reproduire les résultats en résultant sur tout support, papier, magnétique, optique ou électronique, et notamment sur internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;

- le droit de mettre sur le marché, de distribuer, commercialiser, diffuser les résultats, par tous moyens, y compris la location et le prêt, à titre gratuit ou onéreux ;

- le droit de faire tout usage et d'exploiter les résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit ;

- le droit de céder tout ou partie des droits cédés, et notamment de consentir à tout tiers tout contrat de reproduction, de distribution, de diffusion, de commercialisation, de fabrication, sous quelque forme, quelque support et quelque moyen que ce soit, à titre onéreux ou gratuit ;

- le droit d'autoriser ou d'interdire toute réutilisation/et ou toute extraction substantielle des contenus des bases de données.

Le titulaire s'engage à remettre à la personne publique tous les éléments permettant au pouvoir adjudicateur l'exercice de ces droits, notamment les codes sources et codes objets ainsi que la documentation associée et plus généralement tout élément nécessaire au maintien en condition opérationnelle du code livré.

La présente cession est effective à compter de la livraison des résultats sous condition de la réception des prestations.

Le prix de la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans le prix du marché.

X.2 Droits concédés par la personne publique

Afin de permettre au titulaire d'exécuter toutes les prestations objet du marché, à cette seule fin et pendant la seule durée nécessaire, la personne publique concède au titulaire tous les droits nécessaires à l'exécution desdites prestations, dont le droit d'utilisation, le droit de correction, d'adaptation, de modification et de reproduction des éléments fournis par la personne publique.

X.3 Connaissances antérieures

Le titulaire devra obtenir l'autorisation de la personne publique avant toute incorporation de connaissances antérieures aux prestations et résultats du marché.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-TIC, les connaissances antérieures du titulaire incorporées ou indissociables des résultats suivent le régime des résultats décrit à l'article 12.1, à l'exception de la cession qui est consentie à titre non exclusif sur les éléments concernés.

Article XI.DROIT – LANGUE – MONNAIE

> Droit

Le présent marché relève du droit français.

> Règlement amiable des différends :

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits. Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours.

Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG sus-mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est le Chef du Département des Ressources et du Support à la DGFIP.

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante :

mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr.

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du CCP.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux. La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

Règlement contentieux des différends :

Les parties conviennent que le Tribunal administratif de Montreuil est seul compétent pour connaître de tous litiges entre les Parties concernant la validité, l'interprétation et l'exécution des clauses du présent accord-cadre, par application du droit français.

Coordonnées :

Tribunal administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL Cedex
Téléphone : 01.49.20.20.00 - Télécopie : 01.49.20.20.99
mèl : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

> Langue

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, la langue de travail de l'administration est le français. Tous les livrables et documents du présent marché échangés entre la personne publique et le titulaire sont rédigés en langue française.

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

Tous les contacts, directs ou téléphoniques ainsi que toutes les correspondances et les documentations doivent être réalisés en français exclusivement.

> Monnaie de référence

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Article XII.Modification du contrat

Outre les cas prévus aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

■ si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, en cas de modification de la composition de ce groupement, à la double condition que :

- le groupement ainsi modifié remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;

- la modification du groupement soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire, résultant d'une cession du marché intervenant dans le cadre d'une cession conventionnelle, d'une cession partielle ou totale d'activités liée à une opération de rachat, fusion, acquisition ou d'insolvabilité, à la double condition que :

- le nouveau titulaire remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;

- la cession du marché soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de cession du marché par la DGFIP à toute entité publique reprenant tout ou partie des missions de la DGFIP, dès lors que ces missions s'appuient sur l'exécution du présent marché.

Article XIII.Résiliation

Le marché pourra être résilié dans les cas de résiliation prévus au CCAG-TIC (articles 47 à 51) et dans le présent marché.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé par lettre recommandée de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

Article XIV.Sous-traitance

La sous-traitance est régie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique. La non-présentation d'un sous-traitant à l'administration entraînera l'application de pénalités d'un montant de 150 € HT par jour de retard à compter du début d'exécution des prestations par ce sous-traitant.

Le contrat de sous-traitance pourra être demandé par la personne publique.

Article XV.Sanction en matière de travail dissimulé

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail et qu'après mise en demeure, le

titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai de deux mois, la personne publique pourra soit :

- appliquer une pénalité égale à 10 % du montant hors taxes des prestations effectivement payées au jour de l'expiration de la mise en demeure restée sans effet. Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail ;

- résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 54 du CCAG-TIC, conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail.

Article XVI. Lutte contre le travail détaché illégal

Les sous-traitants directs ou indirects déclarés et acceptés par la personne publique et toute entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers contractent pour l'exécution des prestations objet du présent marché sont désignés ci-après « les intervenants ».

Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, tout détachement sur le territoire national d'un ou plusieurs salariés par une société établie hors de France et qui opère en qualité d'intervenant au marché devra être obligatoirement précédé de la remise à la personne publique des documents mentionnés aux articles R1263-12 et R1263-12-1 du code du travail, notamment la copie de la déclaration de détachement transmise, en langue française, à l'inspection du travail dans le ressort de laquelle s'effectuent les prestations. Cette obligation concerne également toutes les entreprises de travail temporaire établies hors de France avec lesquelles le titulaire contracte pour exécuter les prestations du marché.

Le titulaire fournit à la personne publique tout élément d'information à sa disposition nécessaire à l'accomplissement par lui et par les intervenants des obligations de vigilance posées par la réglementation :

- décret n°2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal ;
- décret n°2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales en application de l'article 105 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Il s'engage en particulier à transmettre les demandes de la personne publique à l'ensemble des intervenants et à la mettre en contact, si nécessaire, avec eux dès lors que ceux-ci sont établis hors de France et envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y effectuer les prestations du marché.

À ce titre, il prend toutes les mesures nécessaires pour organiser :

- l'information des intervenants sur leurs obligations réglementaires en matière de lutte contre le travail détaché illégal et les sanctions applicables (articles L. 1263-4-1, L. 1263-5, L. 1264-1, L. 1264-3 et R. 1263-11-1 à R. 1263-11-6 du code du travail) ;

- la propre information de son personnel et celle de la personne publique sur les intervenants qui détachent et/ou envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y exécuter le marché (nom, adresse, téléphone et mél des sociétés).

Conformément aux articles 50.1-a (travail, environnement, sécurité et santé), 50.1-e (sous-traitance) et 50.1-i (actes frauduleux) du CCAG-TIC, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire en cas de non-respect de la présente clause (Art. 54 du CCAG-TIC).

Article XVII.Clause d'égalité de rémunération entre femmes et hommes

Le code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

En cas de violation de cette obligation concernant le personnel affecté à l'exécution de la prestation objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute conformément à l'article L2195-3 1° du code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

Article XVIII.Clauses environnementales

> Dématérialisation des livrables

Tous les livrables mentionnés sont fournis en priorité sous forme dématérialisée (format OpenDocument ou lisibles avec Libre Office dans la version du socle DGFIP en vigueur). Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés sur papier recyclé ou issus de forêts gérées durablement.

> Déplacement

Le titulaire privilégiera, pour ses déplacements lors des interventions sur site, l'utilisation de véhicules respectant au minimum les prescriptions de la norme EURO4, EURO5 ou idéalement EURO6, conformément à la directive 98/69/CE.

Il pourra aussi choisir tout autre mode de déplacement conduisant à réduire la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur.

> Émission de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de l'article **L.229-25 du Code de l'environnement**.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en oeuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité (Conformément à **l'arrêté du 25 janvier 2016** relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016).

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, **encouragent** les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement à établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

Article XIX.Protection des données à caractère personnel

XIX.1 Généralités

< Les données personnelles dans le cadre du présent marché sont traitées conformément à la réglementation nationale et européenne (Union Européenne) relative à la protection des données à caractère personnel en vigueur.

Afin de se conformer à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le présent CCAP est complété par deux annexes administratives RGPD :

- fichier « DGFIP-DRS-2500031-RGPD-Clauses.ods »
- fichier « DGFIP-DRS-2500031-RGPD-Cartographie.ods »

XIX.2 Clause RGPD - Contrôle et suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées.

Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l’impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

Article XX.Dérogation

Les articles du présent ccap dérogeants au CCAG-TIC sont mentionnés ci-après.

Article dérogatoire du CCAP	Article du CCAG-TIC
IV.1 Généralités	31 à 34
V.1 Pénalités pour retard d’exécution des prestations	14.1
V.4 Plafonnement et imputation des pénalités	14
X.1 Droits cédés à la personne publique	46.2.1
X.3 Connaissances antérieures	45

* * * * *